

Eldorado Nucléaire Limitée

Cela ne s'est pas fait avec l'accord des travailleurs. Alors qu'ils paient la moitié des cotisations, les décisions sont prises seulement par la direction de l'entreprise. L'une des promesses faites aux travailleurs était que leur pension serait protégée en cas d'inflation sérieuse. Maintenant, ils auront simplement un régime de pension à cotisation fixée. La société dit à ses employés qu'à leur retraite, le montant accumulé dans leur compte servira à acheter une rente viagère, un contrat qui leur garantira une pension mensuelle régulière basée sur le montant d'argent qui se trouve dans leur compte et le taux d'intérêt en vigueur au moment où ils prennent leur retraite.

Ainsi, la pension des travailleurs concernés pourrait valoir la moitié de ce à quoi ils s'attendent, si les taux d'intérêt sont bas. S'ils sont chanceux, si la Banque du Canada prend des mesures qui entraînent une rareté de l'argent et une hausse très importante des taux d'intérêt, ils s'en sortiront peut-être mieux et toucheront une pension supérieure à celle qu'ils avaient prévue. Cependant, ce n'est pas là le type de sécurité que les gens recherchent. Lorsque les gens prennent leur retraite, ils ne veulent pas faire de la spéculation avec leur pension mensuelle. Ils souhaitent savoir exactement à combien elle va s'élever.

En outre, lorsque ces travailleurs prendront leur retraite à 60 ou 65 ans, il faut espérer que leur santé ne sera pas trop compromise par la pollution industrielle à la société Eldorado. A l'heure actuelle, les gens peuvent s'attendre à vivre de 12 à 25 ans après avoir pris leur retraite à 60 ou 65 ans. Même si l'inflation se situe à 4 ou 5 p. 100, une personne dont la pension n'est pas indexée perd la moitié de son pouvoir d'achat tous les 15 ans. Ainsi, un travailleur qui prend sa retraite à 60 ans aura une pension deux fois moindre, en proportion, à l'âge de 75 ans. Ses dépenses pour les soins de santé et le reste vont augmenter, mais la valeur de sa pension continuera à baisser, si le régime de pensions n'est pas modifié.

Dans sa hâte à privatiser la société Eldorado, le gouvernement a oublié les travailleurs de la société. Ces derniers auraient peut-être dû s'en douter, mais les conservateurs ont violé leurs promesses en ce qui a trait à l'indexation des pensions. Ainsi, les conservateurs qui depuis cinq ans ne tiennent aucun de leurs engagements envers les Canadiens, violent une autre promesse en l'occurrence.

Le ministre d'État à la Privatisation a déclaré que le régime actuel de pensions et d'avantages serait préservé par la nouvelle entreprise. Or, la nouvelle société n'a pas encore été formée que déjà la société actuelle modifie du tout au tout le genre de régime de pensions sur lequel ces travailleurs pouvaient compter. C'est honteux de la part du gouvernement. Il devrait avoir honte de traiter de cette façon des travailleurs qui ont donné leur vie pour cette entreprise. C'est le genre de mauvais traitement auquel on commence à s'attendre de la part du gouvernement conservateur.

Au cours des prochaines élections, les Canadiens devront d'abord et avant tout décider de la bonne foi du parti conservateur et du gouvernement. Ils voudront savoir s'ils peuvent compter sur un gouvernement honnête et équitable.

Les quelques centaines de travailleurs d'Eldorado qui sont touchés, bien d'autres travailleurs et d'autres personnes savent que le gouvernement peut être jugé aussi bien à la façon dont il traite ses travailleurs d'Eldorado qu'à la façon dont il traite les autres personnes, comme les pensionnés dont il a voulu en 1985 désindexer les pensions.

Je me rappelle que le premier ministre (M. Mulroney) avait promis exactement le contraire durant la campagne électorale de 1984. Il a fait tellement peu de cas de ses promesses politiques qu'un juge de la cour des petites créances de Kitchener a averti le public de ne pas croire un seul mot sortant de la bouche des hommes politiques. Je dois dire que c'est injuste à l'égard des néo-démocrates. Nous, nous gardons nos promesses. Les progressistes conservateurs ont systématiquement renié leurs promesses, l'une après l'autre. On ne peut pas leur faire confiance et dans cette affaire d'Eldorado, lorsqu'ils ont privé les travailleurs de la protection dont ils jouissaient sur le plan de la pension en privatisant la société, ils ont prouvé une fois de plus que l'on ne peut vraiment pas faire confiance au gouvernement.

● (2020)

[Français]

M. Richard Grisé (secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement le député du parti socialiste faire des commentaires sur la motion numéro 3 qui vise à reporter la privatisation d'Eldorado Nucléaire à cinq ans. D'abord, dans un premier temps, la privatisation d'Eldorado Nucléaire va se faire dans une période s'étalant sur sept ans. Déjà, sur la privatisation, le projet de loi lui-même mentionne qu'il y aura un étalement de l'application de la privatisation sur une période de sept années.

Alors, la politique du Nouveau parti démocratique, c'est de prendre une décision aujourd'hui, d'accepter cela, mais de la mettre en application cinq ans plus tard. C'est assez rare qu'on voit la gestion ou l'administration se faire de cette façon.

Monsieur le Président, le député de Prince-Albert (M. Hovdebo) et les autres députés du parti socialiste ont également parlé de l'importance du fonds de pension des employés. Ils ont dit que le fonds de pension des employés était complètement... que ce qui arrivait était désastreux.

[Traduction]

La société Eldorado Ressources Limitée a envoyé un bulletin spécial aux employés au sujet de leur caisse de retraite.

M. Cassidy: Pourriez-vous leur expliquer la situation d'après ces informations?

M. Grisé: Ils ont la possibilité d'accepter la pension acquise qui leur sera versée à leur retraite, ou de retirer le montant des prestations de pension accumulées dans le cadre du régime et de transférer cette somme au Régime de pensions à cotisations fixées d'Eldorado. Je peux continuer. Je peux continuer. On a organisé des réunions. A Port Hope, il y en a eu les 7 et 8 juillet; à Blind river, il y en a eu une le 14 juillet; et à Ottawa, il y en a eu une le 18 juillet.